

**Commission of the
European
Communities**

**Commission des
Communautés
Européennes**



3
1974

**Graphs and Notes
on the
Economic Situation
in the Community**

**Graphiques
et notes rapides
sur la conjoncture
dans la Communauté**

Publication mensuelle

This publication appears monthly (except August and September, which are combined in a double number).

The Graphs and Notes of Group A appear in every issue and deal with:

- A1 Industrial production
- A2 Unemployment
- A3 Consumer prices
- A4 Balance of trade

The others (Groups B, C and D) appear quarterly as follows:

January, April, July, October

- B1 Exports
- B2 Trade between member countries
- B3 Discount rate and call money rates
- B4 Short-term lending to business and private customers
- B5 Gold and foreign exchange reserves

February, May, August/September, November

- C1 Imports
- C2 Terms of trade
- C3 Wholesale prices
- C4 Retail sales
- C5 Wages

March, June, August/September, December

- D1 Output in the metal products industries
- D2 Dwellings authorized
- D3 Tax revenue
- D4 Share prices
- D5 Long-term interest rates

Results of the monthly business survey carried out among heads of enterprises in the Community are to be found immediately after the graphs and notes.

For observations on the graphs see last page.

La présente publication est mensuelle; la période août-septembre fait toutefois l'objet d'un numéro unique.

Les graphiques et commentaires du groupe A, à savoir:

- A1 Production industrielle
- A2 Nombre de chômeurs
- A3 Prix à la consommation
- A4 Balance commerciale

sont présentés dans chaque numéro. Ceux des groupes B, C et D figurent respectivement dans les numéros suivants:

Janvier, avril, juillet, octobre

- B1 Exportations
- B2 Echanges intracommunautaires
- B3 Taux d'escompte et de l'argent au jour le jour
- B4 Crédits à court terme aux entreprises et aux particuliers
- B5 Réserves d'or et de devises

Février, mai, août-septembre, novembre

- C1 Importations
- C2 Termes de l'échange
- C3 Prix de gros
- C4 Ventes au détail
- C5 Salaires

Mars, juin, août-septembre, décembre

- D1 Production de l'industrie transformatrice des métaux
- D2 Autorisations de construire
- D3 Recettes fiscales
- D4 Cours des actions
- D5 Taux d'intérêt à long terme

A la suite des graphiques et notes rapides sont consignés certains résultats sur l'enquête mensuelle de conjoncture effectuée auprès des chefs d'entreprise de la Communauté.

Les remarques relatives aux graphiques figurent en dernière page.

Commission of the European Communities
Directorate-General for Economic and Financial Affairs
Directorate for National Economies and Economic Trends
200, rue de la Loi, 1040 Brussels

GRAPHS AND NOTES
ON THE ECONOMIC SITUATION
IN THE COMMUNITY

GRAPHIQUES ET NOTES RAPIDES
SUR LA CONJONCTURE
DANS LA COMMUNAUTÉ

Commission des Communautés européennes
Direction générale des Affaires économiques et financières
Direction des Économies nationales et de la Conjoncture
200, rue de la Loi, 1040 Bruxelles

THE ECONOMIC SITUATION AS SEEN BY CONSUMERS

In January 1974 the sixth EEC consumer survey was carried out in the Community (Germany, France, Italy, Netherlands, Belgium and Denmark) among approximately 30.000 households selected as a representative sample. The results for Denmark, however, where the survey was held for the first time, had not yet been processed at the time of going to press.

Generally, the results strongly reflect the fears raised by the outbreak of the energy crisis. In all the countries participating in the survey, the households interviewed saw the present and future general economic situation in a more pessimistic light than previously. More than 60 % expected the economic climate to deteriorate in the next twelve months. There are many indications that such views overrate the actual impact of the energy crisis on the economy. Italian and German households in particular took the most cautious view of the development of their own financial situation. In Italy a contributory factor may have been that households expect an increase in unemployment in the next twelve months. But, in the other countries too the number of households who see their financial situation as less favourable than last year has risen.

The upward movement of prices is generally expected to accelerate further. This applies especially in France and the Netherlands. Consumers' reactions to rising prices differ from country to country. For example, despite inflationary expectations, consumers in Germany, and to a lesser extent in Belgium and the Netherlands, feel that this is not a good time to make major purchases. The energy crisis seems to have encouraged consumers to adopt a wait-and-see attitude in these countries. In France, on the other hand, there are no signs of any fall-off in the propensity to consume and the number of households who consider this to be a good time to make major purchases has even increased. In France — as in Italy — soaring prices seem to have reduced the propensity to save.

Brussels, 29 March 1974.

LA CONJONCTURE VUE PAR LES CONSOMMATEURS

Au mois de janvier 1974, une sixième enquête de conjoncture auprès des consommateurs a été effectuée dans la Communauté, plus précisément dans la R.F. d'Allemagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique et au Danemark. Elle a touché quelque 30.000 ménages considérés comme représentatifs. Pour le Danemark, où l'enquête était organisée pour la première fois, l'exploitation des résultats n'était pas achevée au moment de la rédaction du présent numéro.

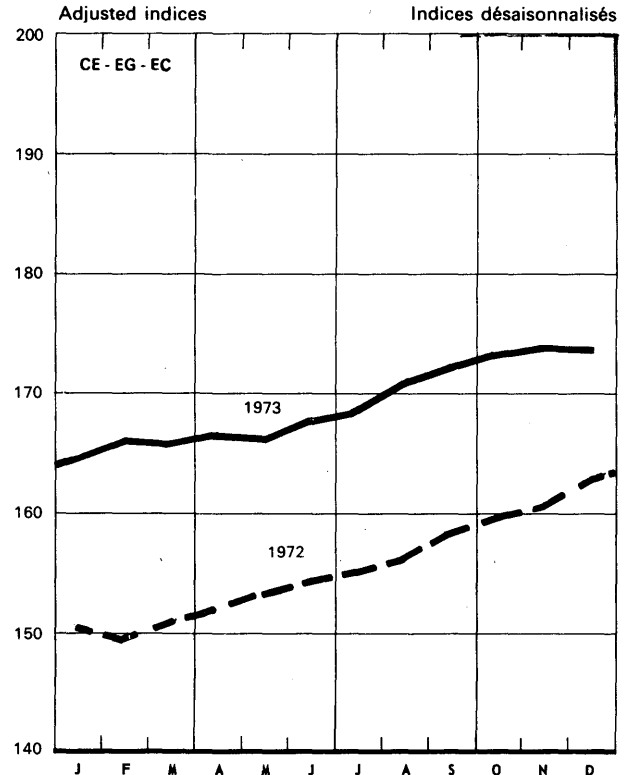
D'une manière générale, les résultats reflètent les craintes suscitées dans le public par la crise de l'énergie. Dans tous les pays couverts par l'enquête, l'opinion commune des ménages interrogés, en ce qui concerne la situation économique générale et ses perspectives d'évolution, est devenue plus pessimiste. Plus de 60 % de ces ménages ont prévu, pour les douze mois à venir, une détérioration du climat économique. Il y a de bonnes raisons de penser qu'ils ont surestimé l'incidence réelle de la crise de l'énergie sur l'économie.

C'est en Italie et dans la R.F. d'Allemagne que les ménages se montrent le plus inquiets au sujet de leur propre situation financière. Il semble bien, en ce qui concerne les ménages italiens, que cette opinion ait été en partie inspirée par leurs craintes au sujet d'une extension du chômage au cours des douze prochains mois. Dans les autres pays, cependant, on constate également une augmentation du nombre de ménages qui prévoient, pour 1974, une évolution moins favorable de leur situation financière.

On s'attend en général, mais surtout en France et aux Pays-Bas, à une accélération de la hausse des prix. Il est à noter que les réactions des consommateurs, à l'égard de cette hausse, diffèrent d'un pays à l'autre. C'est ainsi qu'en dépit de leurs prévisions touchant le développement de l'inflation, les consommateurs allemands et, dans une moindre mesure, les consommateurs belges et néerlandais, estiment que le moment n'est pas propice à des achats importants. La crise de l'énergie semble avoir favorisé chez eux une attitude d'attentisme. En France, par contre, on ne constate aucun signe d'affaiblissement de la propension à consommer. Le nombre de personnes aux yeux desquelles les circonstances actuelles sont favorables pour effectuer des achats importants a même augmenté dans ce pays où, tout comme en Italie, la forte hausse des prix semble avoir réduit la propension à l'épargne.

Bruxelles, le 29 mars 1974.

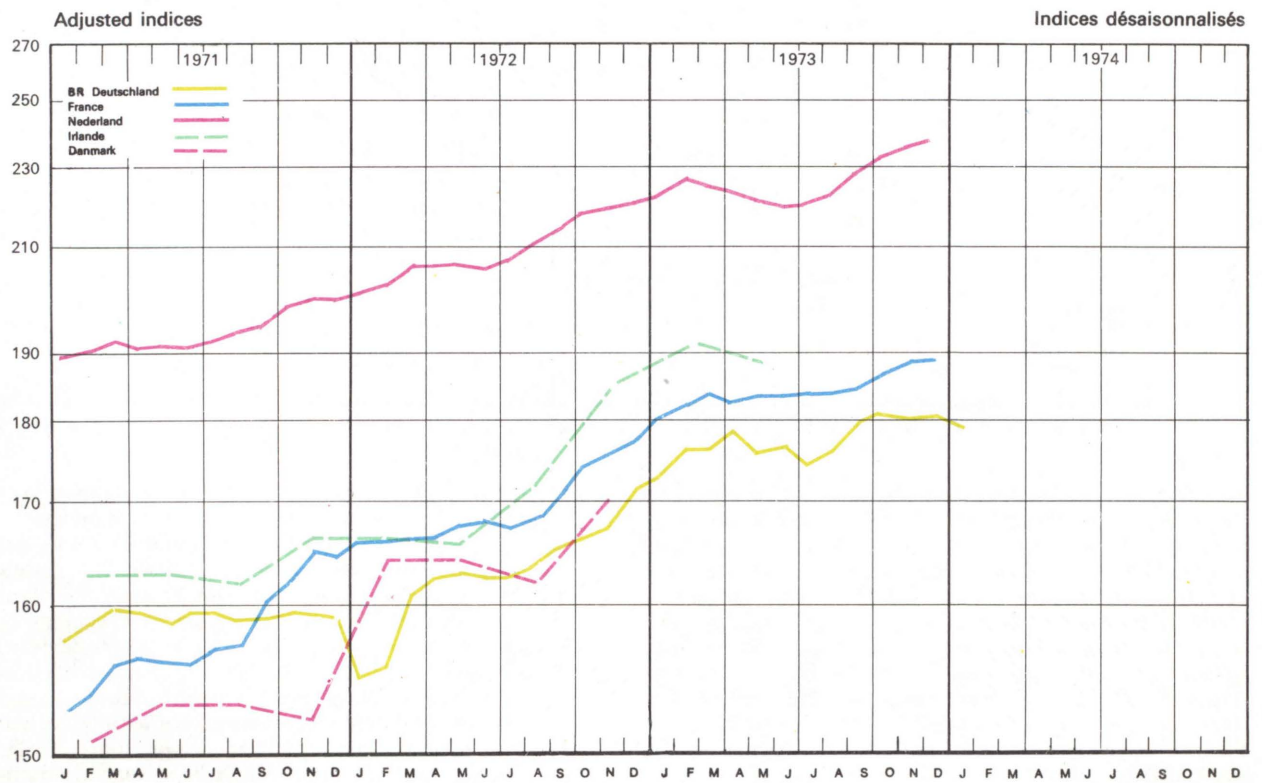
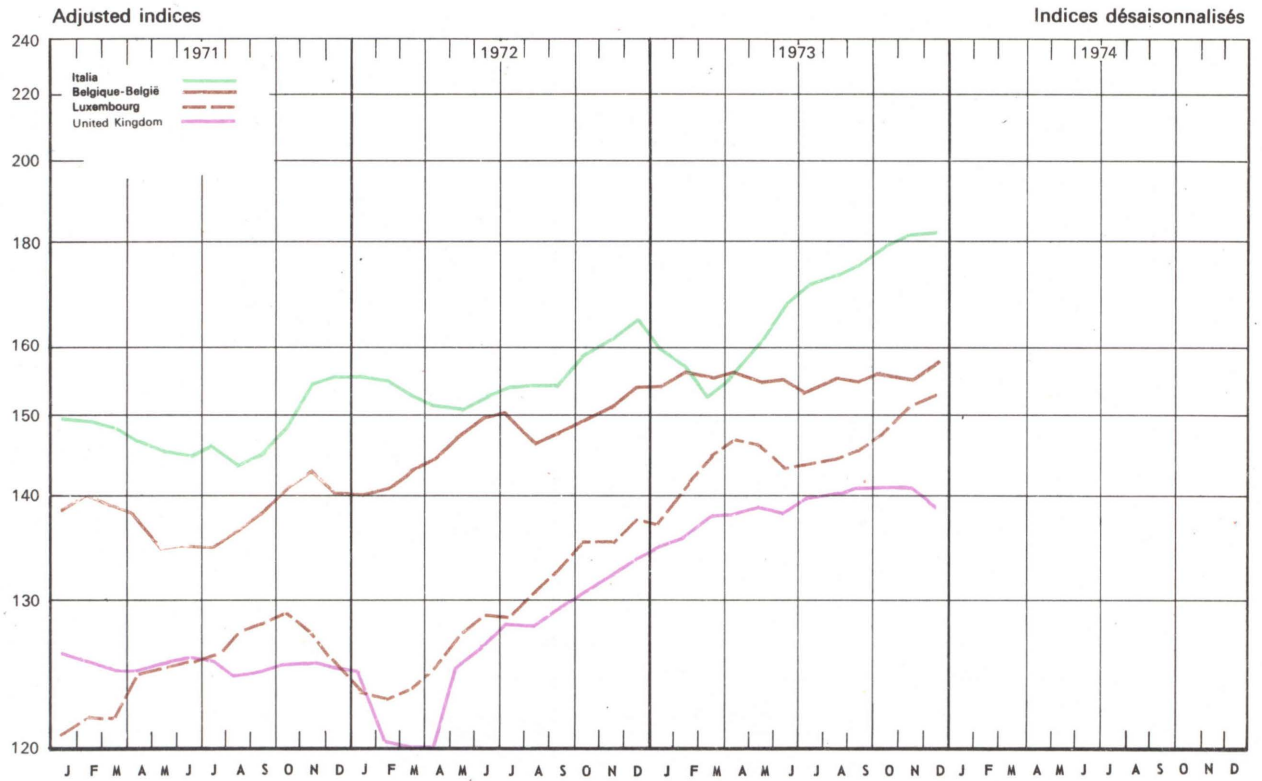
1963 = 100



In the Community as a whole the business climate was noticeably better in the first quarter than had been expected at the start of the energy crisis. Industrialists became conspicuously less pessimistic and the level of industrial activity remained high. An exception was the United Kingdom, where until the beginning of March the level of production was badly affected by industrial disputes and the shortening of the working week to three days. In general demand for raw materials and semi-finished goods is still very strong, so that production in the basic materials industries has gone up quite appreciably. The start of work on new capital equipment programmes in the energy sector also seems to have helped to sustain demand. In certain consumer goods industries, on the other hand, especially in the motor industry, the textile and clothing industry and the footwear industry, activity has remained depressed. Furthermore, in several Member States new orders in the building sector have suffered from the restrictive credit policy. In the Netherlands and Germany the governments have therefore made more public funds available for expenditure on building.

Dans la Communauté considérée dans son ensemble, le climat des affaires est à présent bien meilleur qu'on ne le craignait au moment où a éclaté la crise de l'énergie. Les chefs d'entreprise sont nettement moins pessimistes et le niveau de l'activité industrielle est resté élevé. Le Royaume-Uni fait cependant exception à cet égard. Jusqu'au début du mois de mars, le rythme de la production de ce pays a été sérieusement ralenti par des conflits sociaux et par la réduction de la durée du travail, ramenée à trois jours par semaine. D'une manière générale, la demande de matières premières et de demi-produits, demeurée très vive, a permis un accroissement appréciable de la production des industries de base. Il semble aussi que la mise en œuvre de nouveaux programmes d'équipement dans le domaine de l'énergie contribue à soutenir la demande. En revanche, le niveau de l'activité reste bas dans certains secteurs de la production des biens de consommation, notamment dans les industries de l'automobile, du textile et du vêtement, ainsi que de la chaussure. De plus, dans plusieurs pays de la Communauté, le mouvement des entrées de commandes dans le secteur de la construction a été affecté par la politique de restriction du crédit. C'est la raison pour laquelle les gouvernements néerlandais et allemand ont accru les ressources budgétaires affectées aux dépenses de construction.

1963 = 100

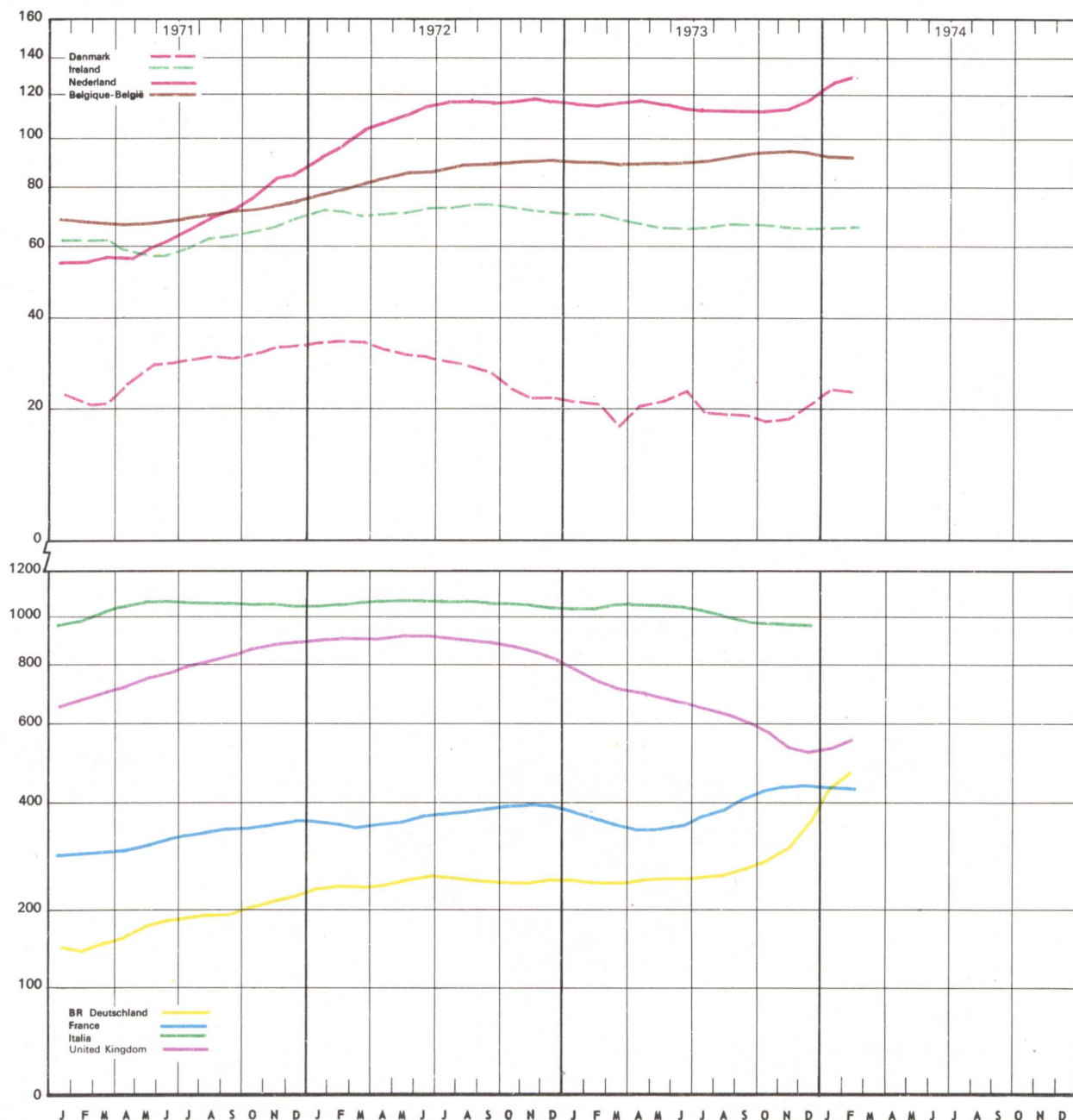


UNEMPLOYMENT

(thousands)

NOMBRE DE CHÔMEURS

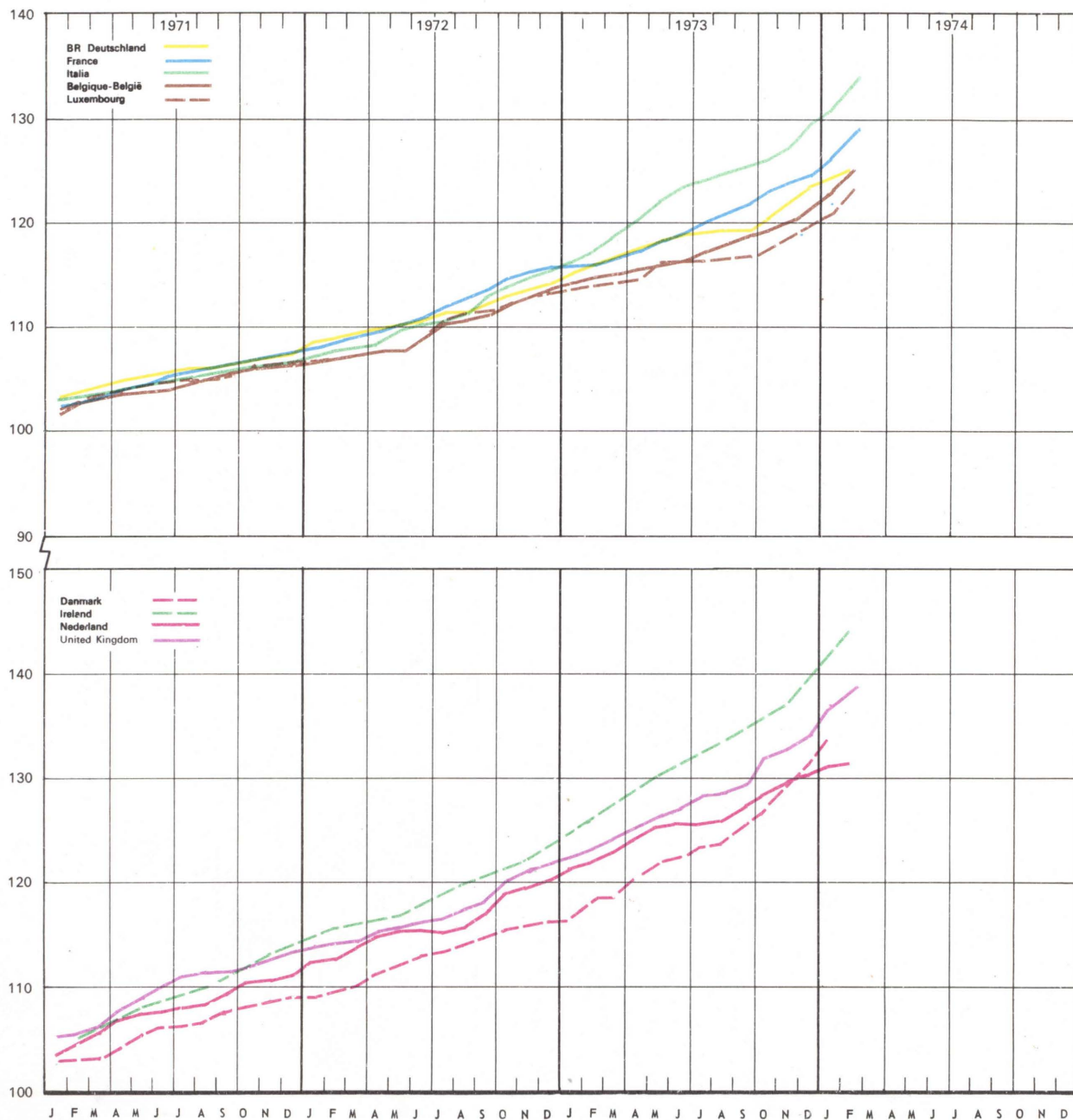
(en milliers)



The situation on the Community's labour markets has stabilized in recent months. Seasonally adjusted unemployment declined slightly in France in February and in Belgium and the United Kingdom in March. In Italy, the number of unemployed continued falling until December, and in Germany its rise was slackening. Short-time working, however, further increased in the Community generally; many firms, particularly in the sectors hardest hit by the upsurge in the prices of raw materials and energy, reduced their working week or temporarily laid off workers. In the United Kingdom, the three-day week introduced in view of the energy shortage was ended at the beginning of March. In February the downward tendency in the seasonally adjusted number of unfilled vacancies slowed down in some countries, especially Germany, and in Belgium and France the figure even rose again. However, trends continued to vary sharply from one sector to another.

Durant les derniers mois, on a assisté à une stabilisation de la situation sur le marché de l'emploi de la Communauté. Une légère régression du chômage, en termes désaisonnalisés, a été enregistrée en France au mois de février; le mois suivant, il en a été de même au Royaume-Uni. En Italie, le nombre de chômeurs est demeuré en baisse jusqu'en décembre, tandis qu'il n'augmentait plus qu'à un rythme ralenti dans la R.F. d'Allemagne. Le chômage partiel a néanmoins continué de s'étendre dans la Communauté considérée dans son ensemble. De nombreuses entreprises, en particulier dans les secteurs les plus touchés par l'encherissement des produits pétroliers et de l'énergie, ont raccourci la durée hebdomadaire du travail ou mis leur personnel en congé pour une période déterminée. Au Royaume-Uni, le régime de la semaine de trois jours de travail, instauré en raison de la pénurie d'énergie, a été supprimé au début de mars. En février, la tendance à la diminution du nombre d'offres d'emploi non satisfaites s'est modérée dans quelques pays membres, notamment dans la R.F. d'Allemagne, et ce nombre a même recommencé d'augmenter en France et en Belgique. L'évolution est toutefois restée très différenciée d'un secteur à l'autre.

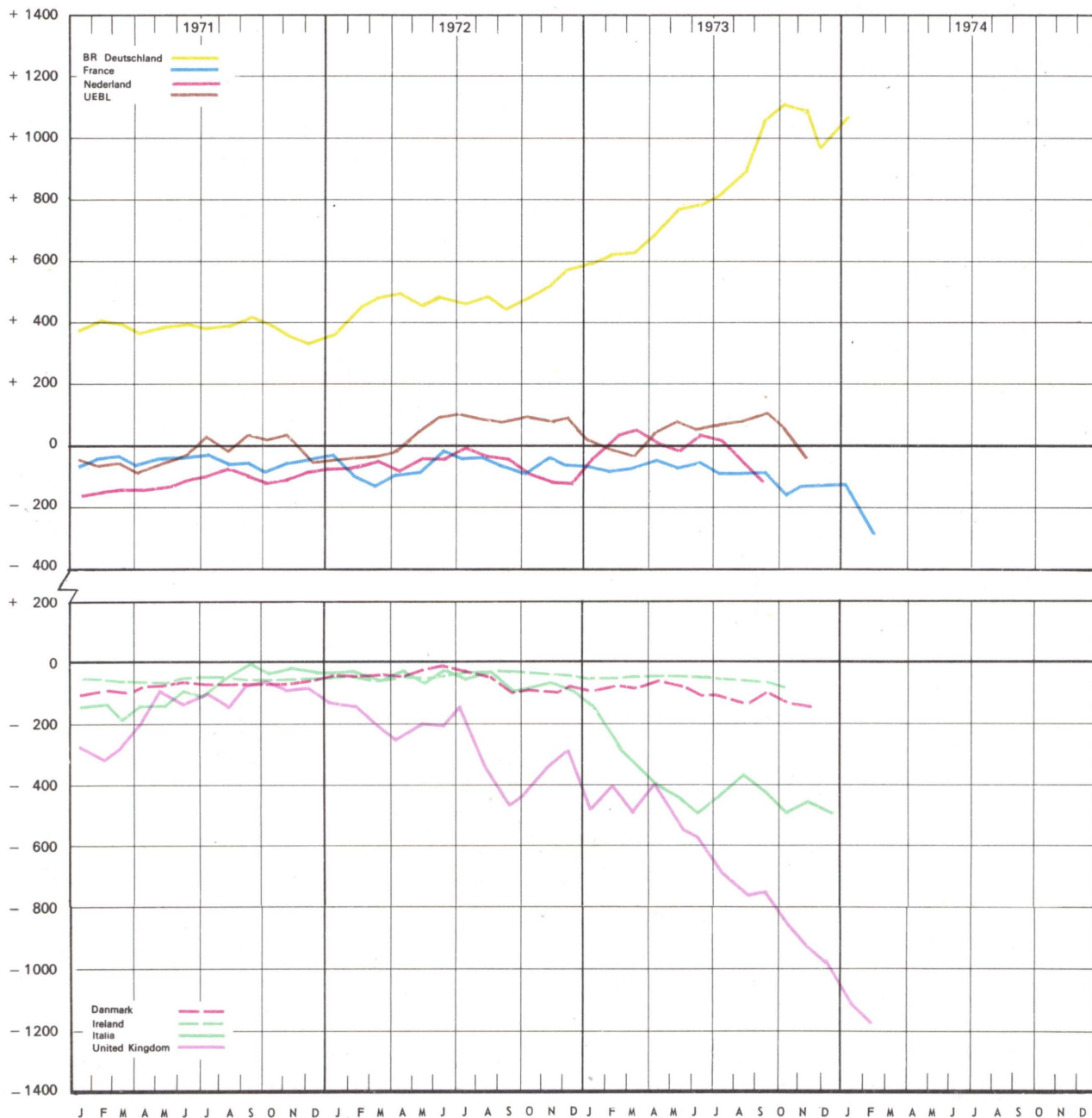
1970 = 100



In most Community countries the rapid upsurge in the cost of living has gathered additional momentum in recent months, especially as the sharp increase in production costs—in the shape of a steep climb in wage costs and a considerable rise in the cost of raw material imports and energy products—has been increasingly reflected in consumer prices. At the moment, it is prices for processed petroleum products, particularly petrol and heating oil, that are going up fastest in most Member States. But in other sectors such as textiles, clothing, household appliances and toys, the upward movement is also very marked. In the United Kingdom the increase in agricultural food prices slowed down somewhat during February while in most of the other Member States it continued unabated despite a weakening in the unfavourable seasonal influences.

Dans la plupart des pays de la Communauté, la hausse rapide du coût de la vie s'est encore avivée durant les derniers mois, et ce d'autant plus que l'important accroissement des coûts de production — forte augmentation des coûts salariaux et enchérissement considérable des matières premières importées, ainsi que des produits énergétiques — se répercute dans une mesure de plus en plus large sur les prix à la consommation. Ce sont les prix des produits pétroliers élaborés, et notamment ceux de l'essence et du mazout, qui, dans la plupart des pays membres, accusent à présent la hausse la plus vive; mais l'augmentation est très sensible aussi dans d'autres secteurs, tels que l'industrie du textile et du vêtement, de même que celles des ustensiles ménagers et des jouets. Au mois de février, l'enchérissement des denrées alimentaires d'origine agricole s'est quelque peu modéré au Royaume-Uni; en revanche, il est demeuré rapide dans la plupart des autres pays de la Communauté, bien que l'incidence défavorable des facteurs saisonniers se soit atténuée.

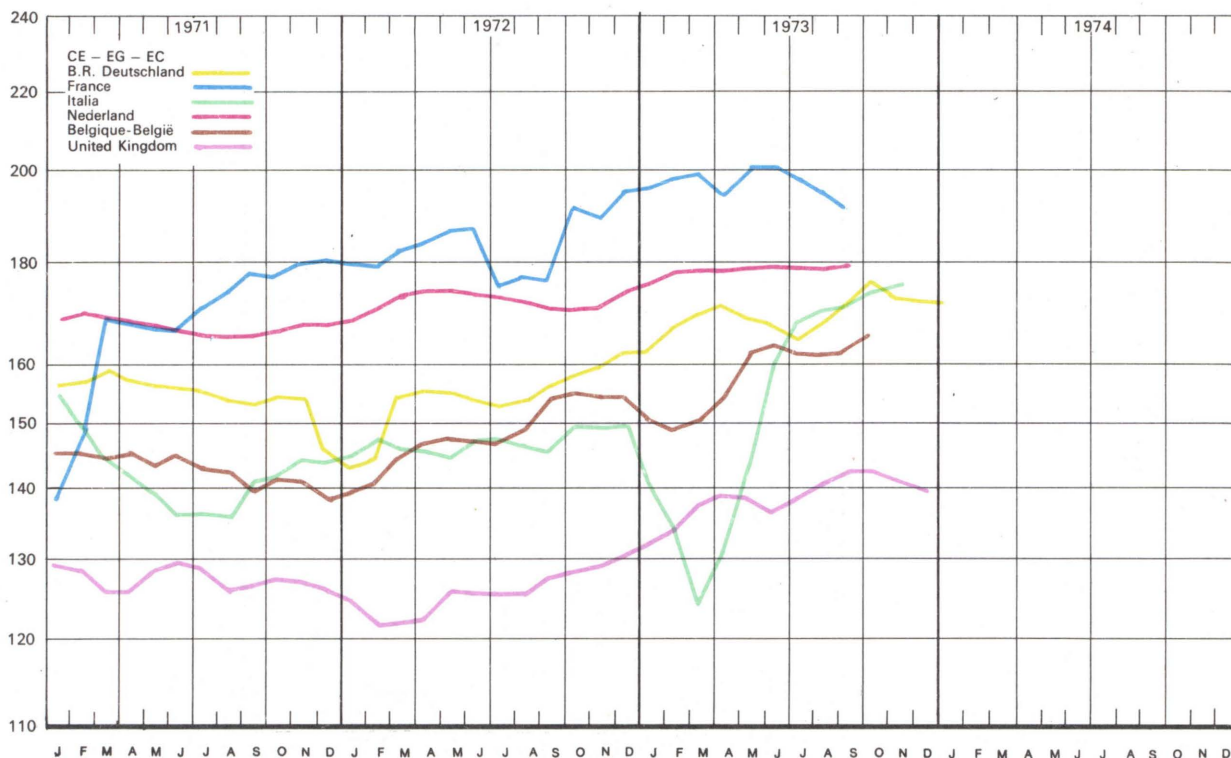
Mio Eur



The Community's balance of trade with non-member countries has deteriorated sharply since the beginning of the year. While the value of exports to non-member countries has continued to rise vigorously in the past few months, imports have climbed even more rapidly, mainly because of soaring oil prices and the higher cost of other raw materials. Almost all the Community countries are now showing a trade deficit with the important exception of Germany, where vigorously growing exports and only moderately rising non-oil imports produced a record trade surplus in the first two months of the year. There was a particularly sharp deterioration in the trade balance of the United Kingdom, where the drop in production as a result of the three-day week in industry led to an increased reliance on imports; however, the United Kingdom's exports continued to grow at a remarkably rapid pace.

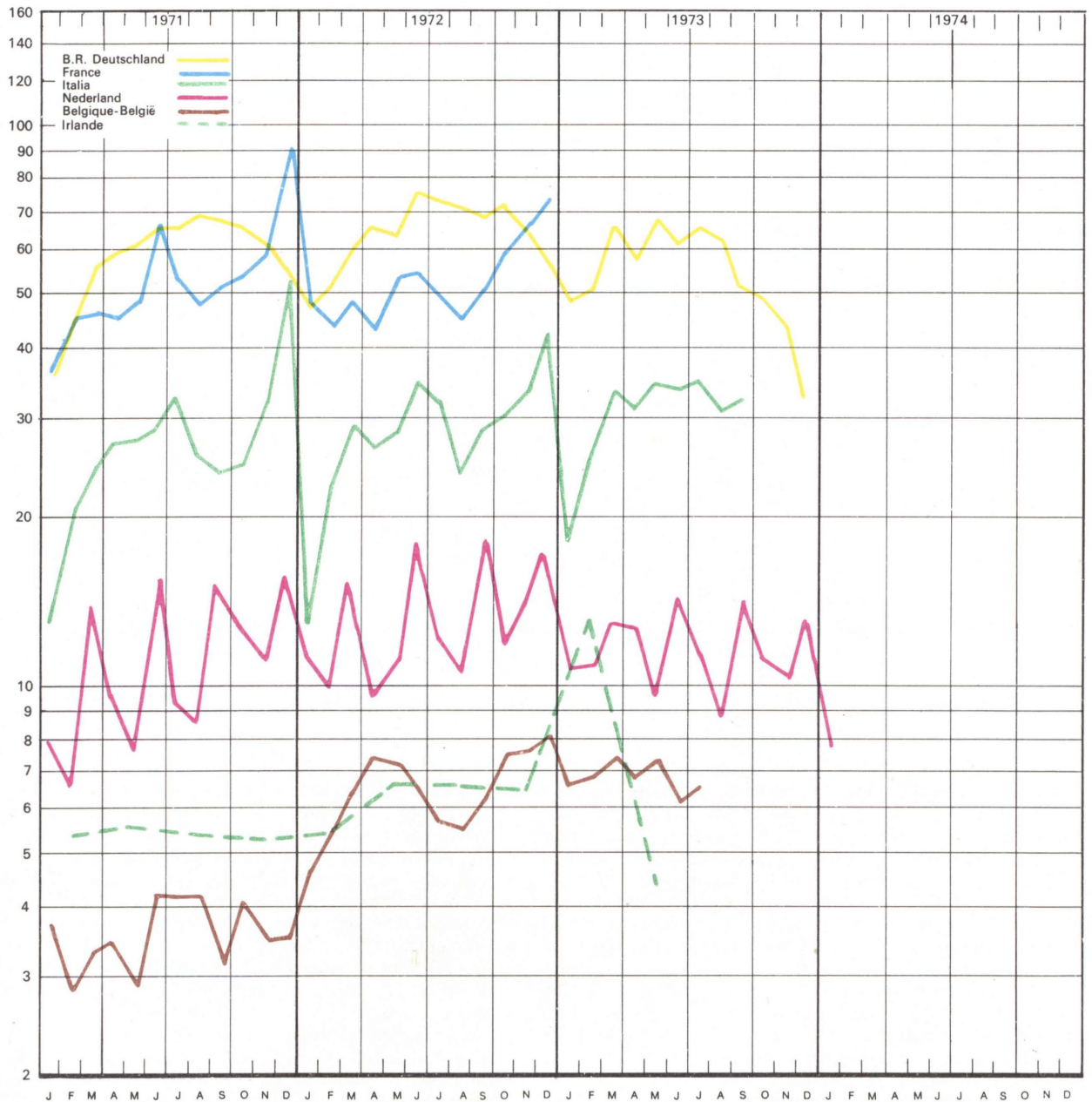
La balance commerciale de la Communauté vis-à-vis des pays non membres accuse, depuis le début de l'année, une forte détérioration. En effet, le développement toujours rapide de la valeur des ventes à ces pays s'est accompagné, durant les derniers mois, d'une croissance plus vive encore des achats de la Communauté, due essentiellement à la hausse considérable du prix du pétrole ainsi qu'à l'enchérissement des autres matières premières. La plupart des pays membres enregistrent à présent un déficit de leur balance commerciale. La R.F. d'Allemagne constitue une importante exception à cet égard: une vigoureuse expansion de ses exportations et un développement relativement modéré de ses importations, du moins pour ce qui concerne les produits non pétroliers, lui ont permis de porter à un niveau record son excédent pour les deux premiers mois de l'année. Particulièrement sensible a été la dégradation de la balance commerciale du Royaume-Uni. Dans ce pays, la chute de production qui a résulté de la réduction à trois jours par semaine de la durée du travail dans l'industrie a entraîné un recours accru à l'importation. Le taux d'expansion des exportations britanniques est néanmoins demeuré remarquablement élevé.

1963 = 100



At the beginning of the spring the trend in activity and demand in the metal products industries varied sharply from one branch to another. While in the first stage of metal processing the degree of capacity utilisation was generally very high and demand continued to be stimulated by the strong building-up of stocks of semi-finished products in manufacturing industry so as to beat expected price increases, the motor industry was still suffering from the effects of the oil crisis and had to make significant cuts in working hours. In a number of countries, especially Germany and the Netherlands, the flow of new orders in the engineering, electrical engineering and metal-working industries lost some of its buoyancy. This was not the case in France, however, where the start of work on major building programmes in the field of nuclear research was one of the factors which had a favourable impact on the capital goods industry. In shipbuilding the trend of activity and demand was distinctly upwards.

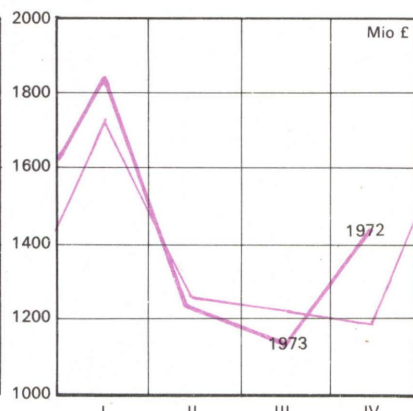
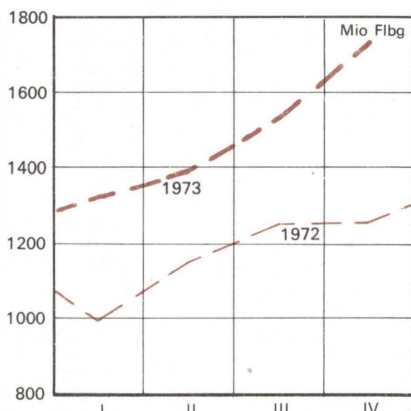
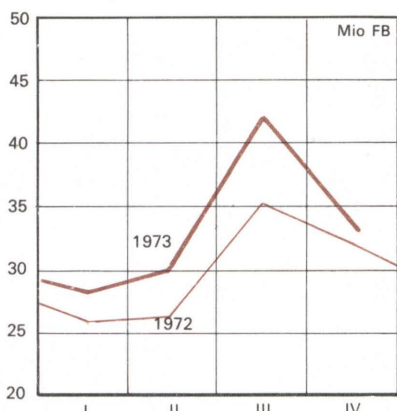
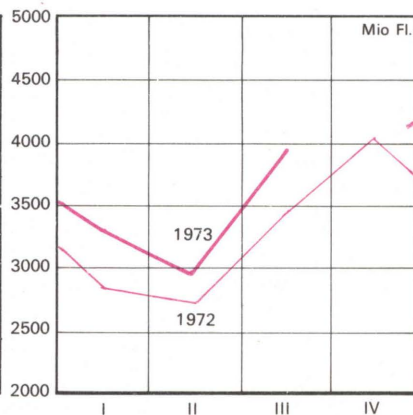
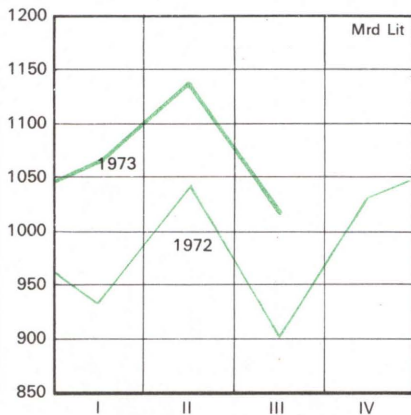
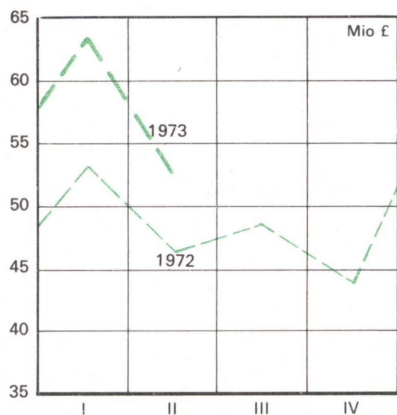
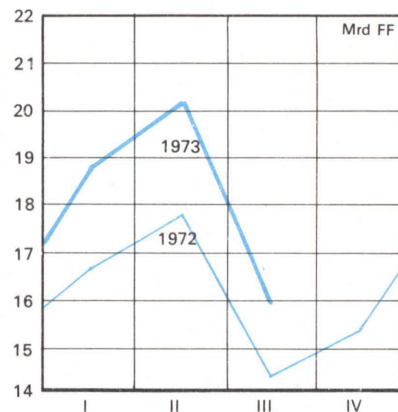
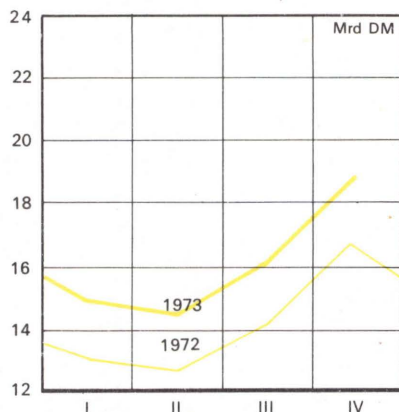
Une grande diversité de tendances a caractérisé, au début du printemps, l'évolution de l'activité et de la demande dans les différentes branches de l'industrie transformatrice des métaux. Au premier stade de la transformation, le degré d'utilisation des capacités de production est, d'une manière générale, très élevé et la demande continue d'être stimulée par l'accumulation intensive des stocks de demi-produits dans les industries manufacturières, déclenchée par la perspective de nouvelles majorations de prix. En revanche, l'industrie automobile se ressent toujours des répercussions de la crise du pétrole, au point d'avoir dû se résoudre à de sensibles réductions de la durée du travail. Dans certains pays, en particulier la R.F. d'Allemagne et les Pays-Bas, le mouvement des entrées de commandes s'est quelque peu modéré dans la construction mécanique, dans l'industrie électrotechnique, ainsi que dans la métallurgie. Tel n'est cependant pas le cas en France, où l'on commence à relever les effets favorables exercés sur l'industrie des biens d'équipement par la mise en œuvre d'importants programmes dans le domaine de l'énergie nucléaire. Enfin, dans la construction navale, l'activité et la demande sont demeurées en nette expansion.



Despite the mild winter, building activity in the Community as a whole remained quite moderate at the beginning of the year as a result of slack demand, especially for housing. In the United Kingdom the number of housing starts and activity in construction, which were already low, were distinctly affected by the restrictions on the use of energy. In all the Member States the number of dwellings authorized at the end of 1973 was appreciably lower than a year earlier. The sharp price increases and the unfavourable terms for borrowing dampened private demand for housing. Activity in industrial and commercial building, on the other hand, continued at a satisfactory level in most Member States thanks to the generally quite high propensity to invest of enterprises. In the public works sector activity has picked up during the past few months in Germany, and in other countries, such as France and the Netherlands, it has remained high; in Belgium, however, it has slowed down.

Malgré la clémence de l'hiver, l'activité du secteur de la construction, dans la Communauté, est en général demeurée assez modérée au début de l'année, du fait de la faiblesse de la demande, notamment dans le domaine de la construction résidentielle. Au Royaume-Uni, le nombre de mises en chantier et l'activité dans la construction, qui étaient déjà en baisse, se sont nettement ressentis des restrictions imposées en matière de consommation d'énergie. A la fin de l'année dernière, le nombre d'autorisations de construire accordées accusait, dans tous les pays membres, un fléchissement sensible par rapport à la même période de 1972. La forte hausse des prix et les conditions de crédit désavantageuses ont limité la demande de construction résidentielle du secteur privé. En revanche, le niveau de l'activité dans la construction de bâtiments à usage industriel ou commercial est resté satisfaisant dans la plupart des pays de la Communauté, la propension à investir des entreprises étant en général demeurée assez vive. Dans le secteur des travaux publics, une reprise a été observée au cours des derniers mois dans la R.F. d'Allemagne, tandis que l'activité demeurait appréciable dans d'autres pays, tels que la France et les Pays-Bas, et qu'un ralentissement se manifestait en Belgique.

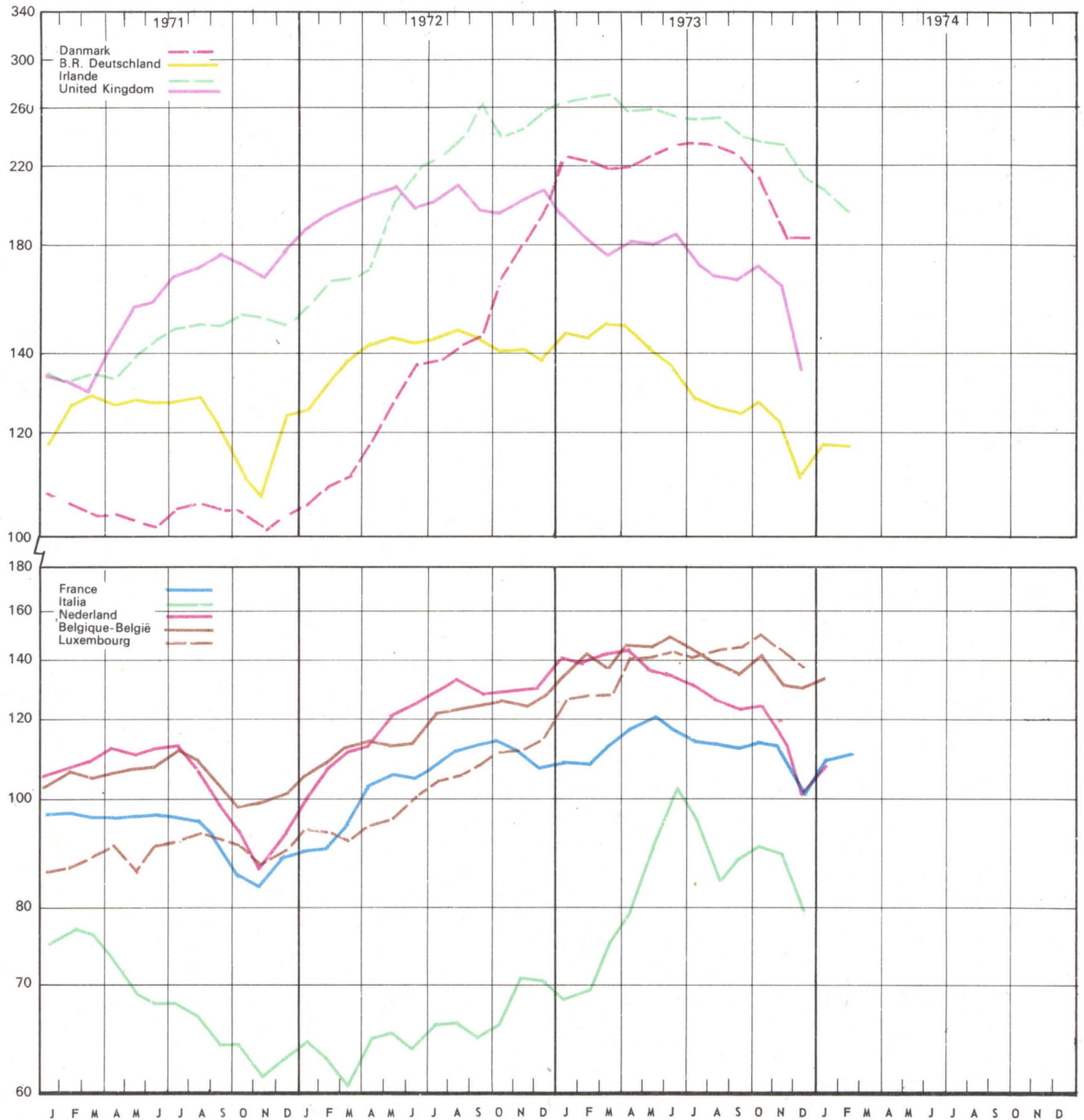
B.R. Deutschland
 France
 Irlande
 Italia
 Nederland
 Belgique-België
 Luxembourg
 United Kingdom



In 1973 budgetary policy had expansionary effects in almost all the Member States. This is all the more remarkable as almost everywhere in the Community tax revenue rose briskly, especially in the second half of the year. The energy crisis and the related fears of a slowdown in economic growth prompted several Member States to provide stimuli under budgetary policy. For example, in Germany and the Netherlands tax measures having a dampening effect on the propensity to invest were abolished or shelved and provision was made for additional spending programmes. In France and the United Kingdom, on the other hand, tax policies were tightened. In both countries tax collection was speeded up, and in the United Kingdom the rates of both indirect and direct taxes were raised.

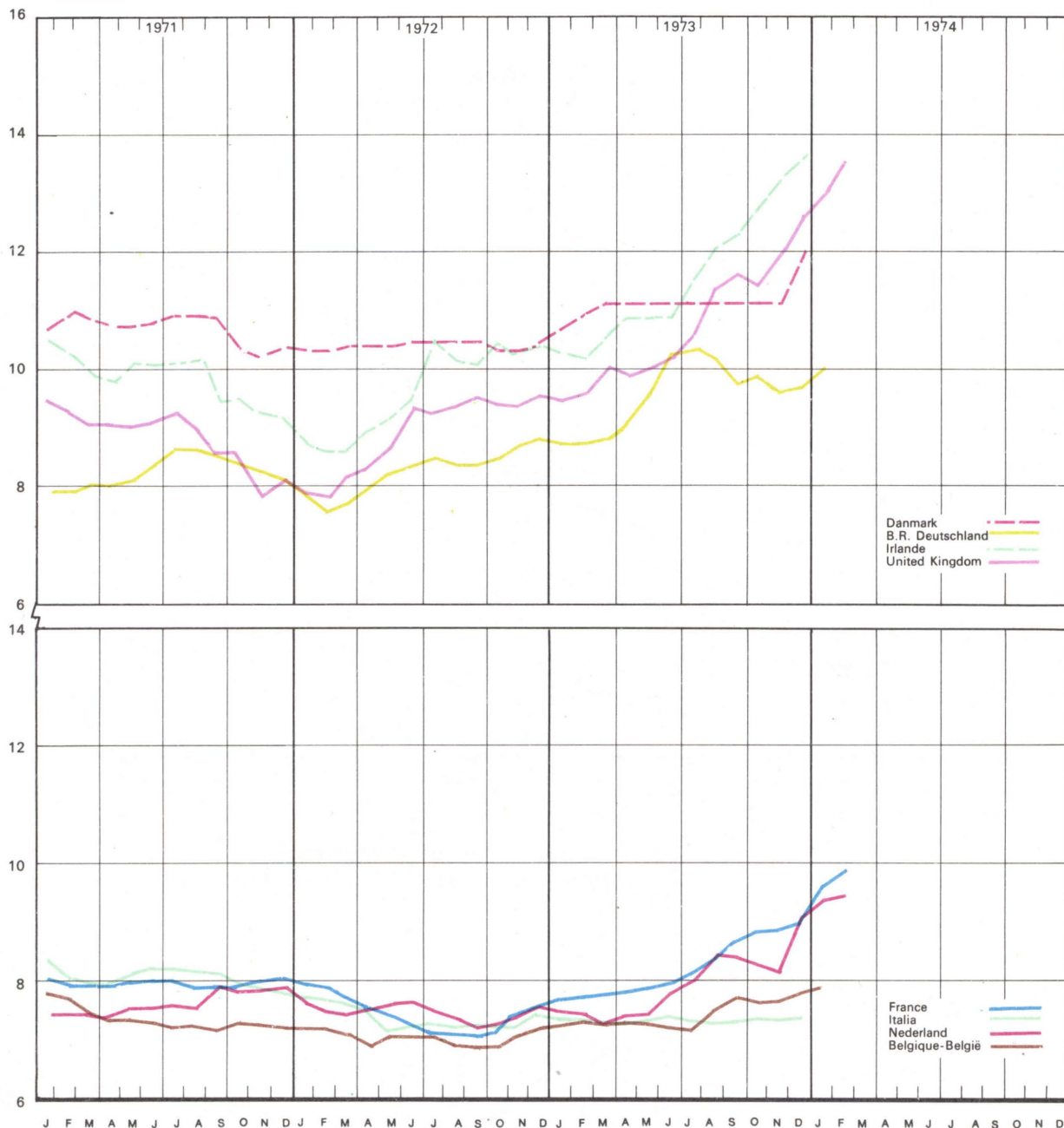
En 1973, la gestion des budgets publics a eu une incidence expansive sur l'économie de plusieurs pays de la Communauté. Le fait est d'autant plus remarquable qu'il s'inscrit dans le contexte d'une augmentation appréciable et quasi générale des recettes fiscales, notamment durant le second semestre. Eu égard à la crise de l'énergie et au ralentissement de la croissance économique qu'elle est susceptible d'entraîner, un certain nombre de pays membres ont pris des mesures de politique budgétaire visant à stimuler la conjoncture. Dans la R.F. d'Allemagne notamment, ainsi qu'aux Pays-Bas, des mesures fiscales qui avaient pour effet de modérer la propension à investir ont été levées ou provisoirement suspendues, tandis que des programmes de dépenses supplémentaires étaient arrêtés. En revanche, la pression fiscale a été accentuée en France et au Royaume-Uni. Le recouvrement des impôts a été accéléré dans les deux pays et le gouvernement britannique a, de surcroît, relevé les taux d'imposition tant directe qu'indirecte.

1963 = 100



The mood on the stock exchanges of almost all Member States has been depressed in recent months. Most of the gains shown by share prices, on the stock markets of Germany, France, Belgium and the Netherlands in January, when the initial shock of the energy crisis had been overcome, were lost again during the following weeks. The trend of share prices provided a contrast with the relatively favourable business trend experienced by most Member States at the beginning of the year. The decision in some countries to abolish the restrictions on security purchases by foreigners and the suspension of the US interest equalization tax failed to stimulate the share markets in the Community. The high interest rates for short-term deposits have probably stopped many savers from investing in shares. In addition, speculation on gold and raw materials seems to have cut into demand for shares in the last few months. In the United Kingdom, the tax increases announced in the new budget have probably also contributed to the price drop; despite the return to the normal working week, share prices fell to their lowest level since 1962.

Durant les derniers mois, un climat déprimé a régné sur les Bourses d'actions de presque tous les pays de la Communauté. Les hausses de cours qui, une fois surmonté le premier choc causé par la crise de l'énergie, avaient été enregistrées au mois de janvier ont été résorbées au cours des semaines suivantes. Le mouvement des cours fait contraste avec l'évolution relativement favorable de la conjoncture observée au début de l'année dans la plupart des pays membres. Ni la suppression, dans certains pays, des restrictions imposées à l'achat de valeurs mobilières par les non-résidents, ni l'abolition de fait de la taxe américaine d'égalisation des intérêts n'ont réveillé les marchés des actions dans la Communauté. Le niveau élevé des taux d'intérêt pratiqués pour les dépôts à court terme doit avoir détourné de nombreux épargnants des placements en actions. Il semble que la spéculation sur l'or et les matières premières ait eu un effet analogue au cours des derniers mois. Au Royaume-Uni, l'annonce des majorations d'impôts faite lors de la présentation du budget de l'État pour le prochain exercice doit également avoir contribué à la baisse des cours. Ceux-ci, en dépit du rétablissement de la durée normale du travail, sont tombés au niveau le plus bas qui ait été enregistré depuis 1962.



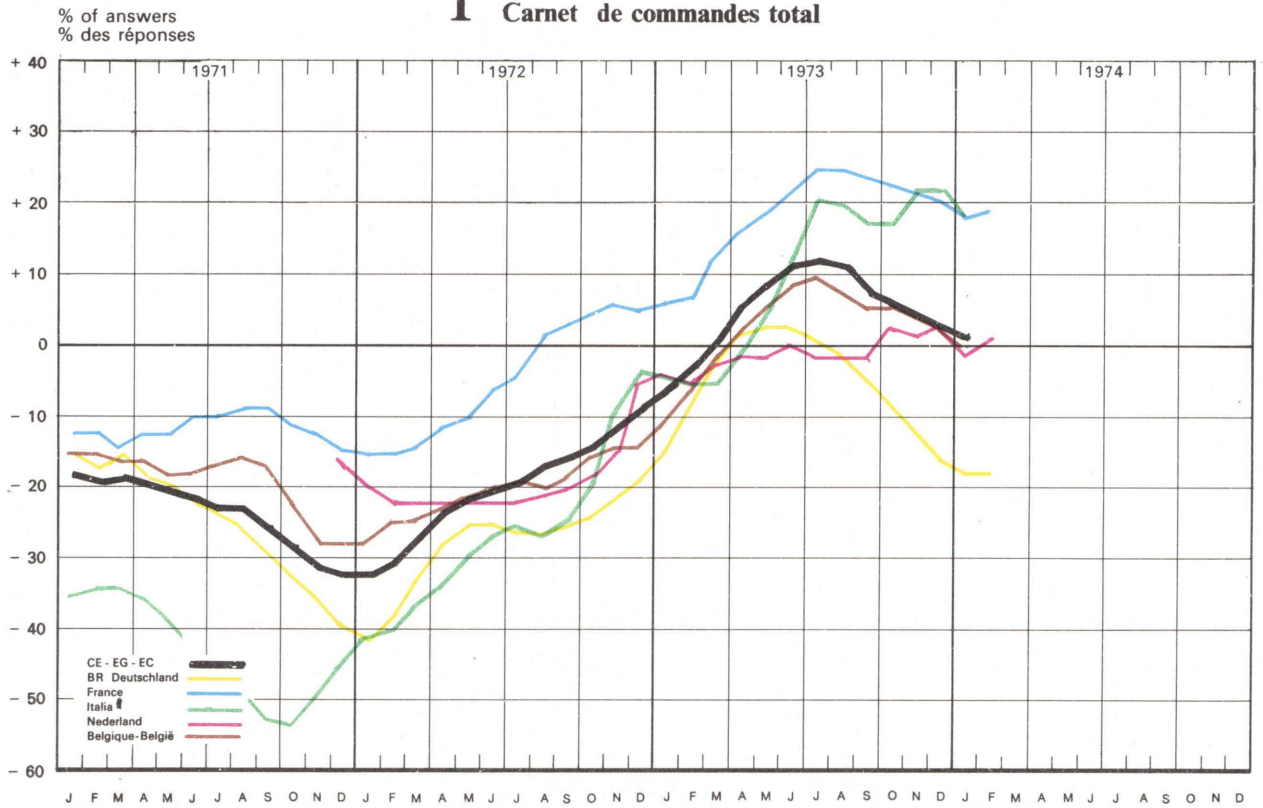
In recent months long-term interest rates have continued to climb in all the Member States, with Germany, France, the United Kingdom and Ireland experiencing the sharpest increases. The relatively low rates in Italy have also risen vigorously in the past few weeks, mainly because of the central bank's policy of raising interest rates, but in part perhaps also because the Italian banks have already made their compulsory investments in securities so that demand by the banks for securities is likely to slacken in the coming months. Fears that inflation would gather additional momentum, and hence the prospect of a continued application of restrictive monetary policies in most Member States, contributed to the general rise in interest rates. Private investors were cautious about making purchases, especially since interest rates on short-term time deposits with banks in most Member States were higher than long-term interest rates, making such deposits a worthwhile alternative to the purchase of bonds. The trend towards a shortening of the life of new loan issues continued in some countries, especially in Germany.

Durant les derniers mois, la hausse des taux d'intérêt à long terme s'est poursuivie dans tous les pays de la Communauté; elle a été particulièrement vive dans la R.F. d'Allemagne, en France, au Royaume-Uni et en Irlande. Les taux relativement bas qui étaient pratiqués en Italie ont, eux aussi, accusé une forte augmentation au cours des dernières semaines. Ceci est dû essentiellement à la politique de relèvement des taux d'intérêt suivie par la banque d'émission, mais pourrait aussi tenir, en partie, au fait que les banques italiennes ont déjà effectué les dépôts en valeurs mobilières qui leur sont imposés, de sorte que leur demande pour ces valeurs devrait diminuer au cours des prochains mois. La crainte d'une accélération de l'inflation et la prévision corrélatrice du maintien de la politique monétaire restrictive dans la plupart des pays membres ont contribué à la hausse générale des taux d'intérêt. Les acheteurs privés se sont montrés réticents, d'autant plus que les taux d'intérêt pour les dépôts bancaires à court terme dépassaient presque partout les taux d'intérêt à long terme et que pareils placements apparaissaient donc plus avantageux que la souscription à des emprunts. La tendance à la réduction des délais de remboursement pour les emprunts nouvellement émis s'est poursuivie dans quelques pays, en particulier dans la R.F. d'Allemagne.

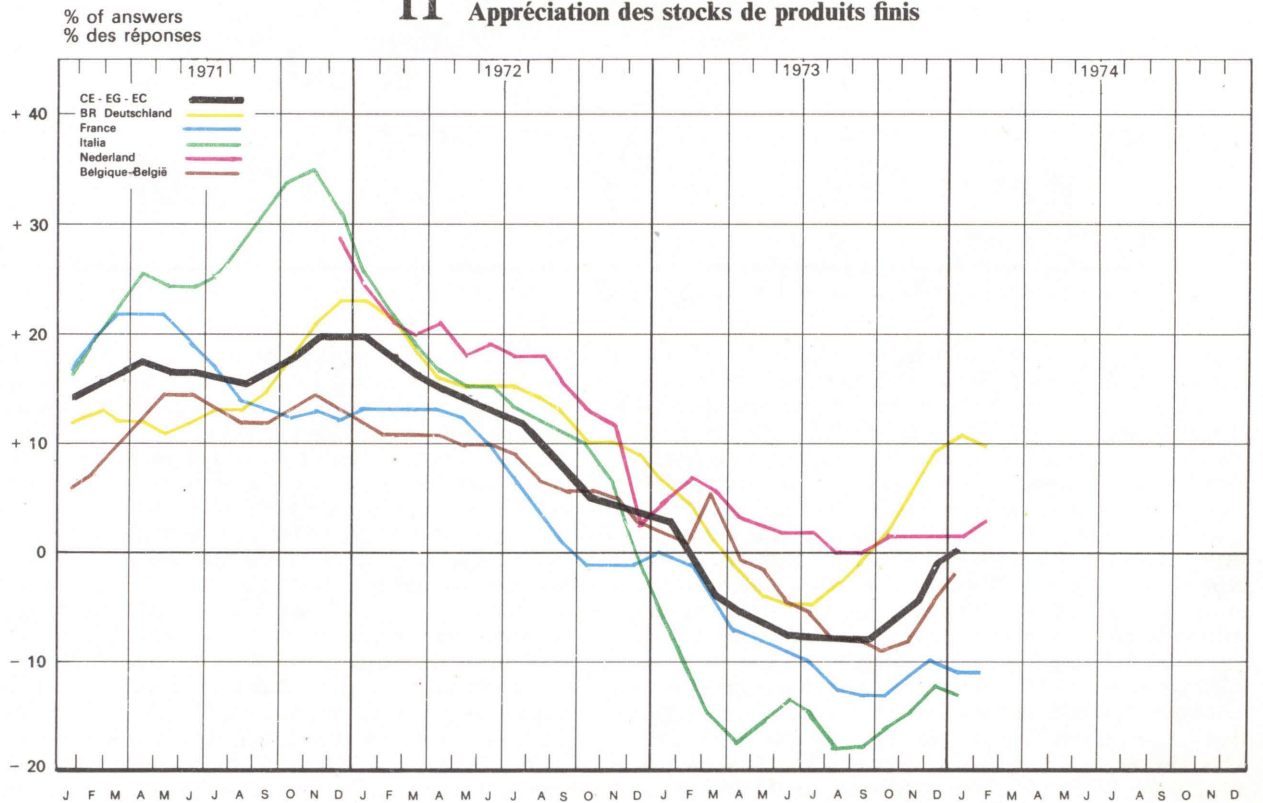
**RESULTS OF THE
BUSINESS SURVEY ¹⁾
OF COMMUNITY INDUSTRY**

**RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DE
CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE ¹⁾
DE LA COMMUNAUTÉ**

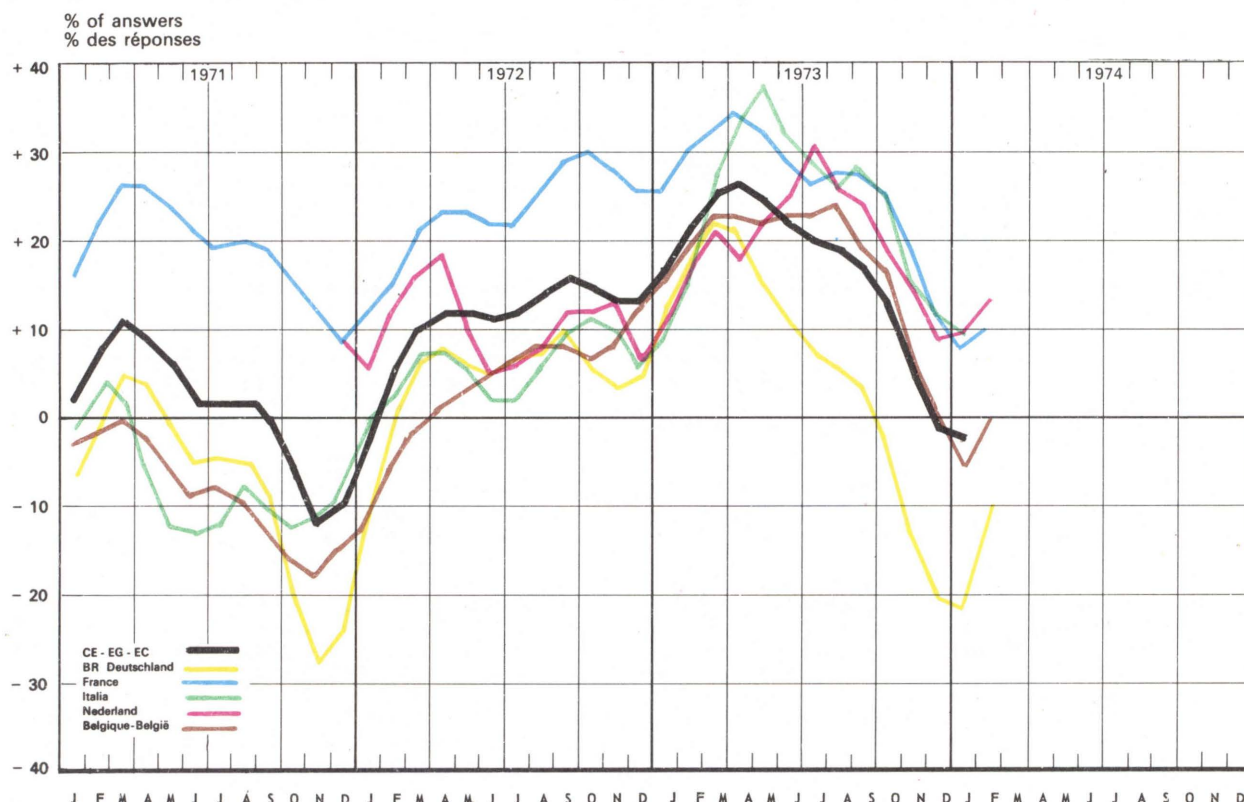
**I Total order-books
Carnet de commandes total**



**II Assessment of stocks of finished goods
Appréciation des stocks de produits finis**



III Expectations : production Perspectives de production



Graphs I and II show businessmen's views of their total order-books and their stocks of finished goods, represented as three-month moving averages of the difference between the percentage of those who find them "above normal" (+) and those who find them "below normal" (-). Graph III shows three-month moving averages of the difference (as percentage of replies) between the number of businessmen who expected production to be up (+) and those who expected it to be down (-). The table below shows businessmen's assessments of their total order-books, foreign order-books and stocks of finished goods during the last three months, (+) being above normal, (=) being normal, (-) being below normal. It also shows whether they expect the following three or four months to bring an increase (+), no change (=) or decrease (-) in their production and in their selling prices. Detailed comments are given in "Results of the business survey carried out among heads of enterprises in the Community", published three times a year.

Dans les graphiques I et II sont représentées les différences, exprimées en moyenne mobile sur trois mois, entre les pourcentages des réponses «supérieur à la normale» et «inférieur à la normale» aux questions concernant respectivement le carnet de commandes total et les stocks de produits finis. Dans le graphique III sont représentées les différences entre les pourcentages des réponses «en augmentation» (+) et «en diminution» (-) à la question relative aux perspectives de production des chefs d'entreprise, exprimées en moyenne mobile sur trois mois. Pour les trois derniers mois le tableau présente, en pourcentage du nombre total des réponses, les jugements des chefs d'entreprise relatifs aux carnets de commande totaux, aux carnets de commandes étrangères et aux stocks de produits finis: supérieurs à la normale (+), normaux (=), inférieurs à la normale (-). En outre sont indiquées les perspectives exprimées par les chefs d'entreprise pour les trois ou quatre mois suivants en ce qui concerne la production et les prix de vente: augmentation (+), stabilité (=), diminution (-). Un commentaire complet des résultats paraît trois fois par an dans la publication «Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise de la Communauté».

Questions	Country/Pays	BR Deutschland			France			Italia			Nederland			Belgique België			Luxembourg			EEC C.E.E.		
		N	D	J	N	D	J	N	D	J	N	D	J	N	D	J	N	D	J	N	D	J
		Total order-books Carnet de commandes total	+	14	9	12	37	37	38	35	32	32	16	20	18	20	18	20	83	83	83	25
	=	56	59	58	45	43	43	52	53	51	64	64	60	62	61	62	15	13	14	53	53	53
	-	30	32	30	18	20	19	13	15	17	20	16	22	18	21	18	2	4	3	22	24	23
Export order-books Carnet de commandes étrangères	+	12	19	19	35	38	35	25	25	20				24	23	25	88	88	89	21	25	24
	=	68	62	70	42	39	40	46	47	51				54	52	55	11	8	7	57	53	58
	-	20	19	11	23	23	25	29	28	29				22	25	20	1	4	4	22	22	18
Stocks of finished goods Stocks de produits finis	+	18	19	19	15	14	15	11	13	10	11	11	11	13	14	12	9	71	12	15	16	16
	=	74	74	72	62	61	61	65	65	64	78	81	80	72	71	72	88	25	88	69	69	67
	-	8	7	9	23	25	24	24	22	26	11	8	9	15	15	16	3	4	0	16	15	17
Expectations : production Perspectives de production	+	6	8	10	23	22	24	20	30	28	22	25	27	17	18	21	11	72	10	15	17	19
	=	61	63	71	62	62	62	58	60	57	58	58	65	59	58	57	85	25	89	61	62	65
	-	33	29	19	15	16	14	22	10	15	20	17	8	24	24	22	4	3	1	24	21	16
Expectations : selling prices Perspectives relatives aux prix de vente	+	54	61	56	70	76	77	67	76	75				58	69	66	89	90	92	62	69	66
	=	44	38	44	30	24	23	33	24	25				40	31	33	11	10	8	37	31	34
	-	2	1	0	0	0	0	0	0	0				2	0	1	0	0	0	1	0	0

¹⁾ Excluding construction, food, beverages and tobacco.

¹⁾ A l'exclusion de la construction et de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabac

Observations on the Graphs

- A1 **Industrial production:** *Indices of the Statistical Office of the European Communities (excluding construction, food, beverages and tobacco). — Ireland and Denmark: quarterly index of OECD. — Community: estimated index. — Seasonally adjusted indices: three-month moving average.*
- A2 **Unemployment:** *Three month moving averages of the figures adjusted for seasonal variations by the Statistical Office of the European Communities. — France: number of persons seeking employment. — Italy: the curve represents the number of persons registered at labour exchanges; this does not correspond to the number of unemployed. — Luxembourg: negligible. — Belgium: completely unemployed persons receiving unemployment benefit.*
- A3 **Consumer prices:** *Indices of the Statistical Office of the European Communities.*
- A4 **Balance of trade:** *Including intra-Community trade. Calculated on the basis of the import and export figures adjusted for seasonal variations by the Statistical Office of the European Communities. — Denmark and Ireland: OECD indices. Three-month moving averages. Exports fob, imports cif; excluding monetary gold. Curves for recent months may be partly based on estimates. Belgium and Luxembourg: common curve.*
- D1 **Output in the metal products industries:** *Seasonally adjusted indices of the Statistical Office of the European Communities; Three month moving averages. — Comparable figures are not available for Denmark and Ireland.*
- D2 **Dwellings authorised:** *Number of dwellings for which permits have been issued. — Germany: from 1968 West Berlin excluded. — Comparable figures are not available for Denmark, Ireland and the United Kingdom.*
- D3 **Tax revenue:** *Government tax revenue. — Monthly averages. — Germany: Federal and Länder taxes. — Denmark: comparable figures are not available.*
- D4 **Share prices:** *Indices of the Statistical Office of the European Communities.*
- D5 **Long-term interest rates:** *Yield on fixed-interest-bearing securities. — Belgium: government securities maturing in over 5 years issued after 1 December 1962. — France: interest rates on fixed-interest-bearing securities in the private sector. — Netherlands: average yield of the three most recent government loans. — Germany: all stock exchange securities quoted. — Italy: yield on bonds. — United Kingdom, Ireland and Denmark: Government Bond Yield.*

Remarques relatives aux graphes

- A1 **Production industrielle:** *Indice de l'Office statistique des Communautés européennes (non-compris la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs). — Irlande et Danemark: indice trimestriel de l'O.C.D.E. — Communauté: estimation. Pour les indices corrigés des variations saisonnières: moyenne mobile sur trois mois.*
- A2 **Nombre de chômeurs:** *Moyenne mobile, sur trois mois, des chiffres désaisonnalisés par l'Office statistique des Communautés européennes. — France: demandes d'emploi non satisfaites. — Italie: la courbe ne reproduit pas le nombre de chômeurs, mais celui des personnes inscrites aux bureaux de placement. — Luxembourg: chiffre négligeable. — Belgique: chômeurs complets indemnisés.*
- A3 **Prix à la consommation:** *Indices de l'Office statistique des Communautés européennes.*
- A4 **Balance commerciale:** *Commerce intracommunautaire inclus. — Moyenne mobile sur trois mois du solde résultant des données désaisonnalisées d'importation et d'exportation de l'Office statistique des Communautés européennes. — Danemark et Irlande: chiffres de l'O.C.D.E. — Exportation f.o.b., importation c.i.f.; or monétaire exclu. — Belgique et Luxembourg: courbe commune. — Les données relatives aux derniers mois peuvent être basées sur des estimations.*
- D1 **Production de l'industrie transformatrice des métaux:** *Indices désaisonnalisés de l'Office statistique des Communautés européennes; moyenne mobile sur trois mois. — On ne dispose pas encore de données comparables pour le Danemark et l'Irlande.*
- D2 **Autorisations de construire:** *Nombre de logements dont la construction a été autorisée. — Allemagne: à l'exclusion de Berlin-Ouest. — On ne dispose pas encore de données comparables pour le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni.*
- D3 **Recettes fiscales:** *Recettes fiscales de l'État. — Moyennes mensuelles. — Allemagne: y compris les impôts des «Länder». — On ne dispose pas encore de données comparables pour le Danemark.*
- D4 **Cours des actions:** *Indices de l'Office statistique des Communautés européennes.*
- D5 **Taux d'intérêt à long terme:** *Rendement des valeurs à revenu fixe. — Belgique: titres de l'État de plus de 5 ans émis après le 1^{er} décembre 1962. — France: taux d'intérêt des valeurs à revenu fixe du secteur privé. — Pays-Bas: moyenne des trois emprunts d'État les plus récents. — Allemagne: ensemble des valeurs cotées en Bourse. — Italie: taux de rendement des obligations. — Royaume-Uni, Irlande et Danemark: rendement des obligations d'État.*

1 Eur = 0,888671 gm of fine gold
gramme d'or fin